



bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N° 19 - vendredi 8 janvier 2010

Dans ce numéro :

- 2010 ou l'urgence du socialisme !
- Prendre la mesure des bouleversements en cours...
- LO, le NPA et la construction d'un parti des travailleurs

2010 ou l'urgence du socialisme !

L'année 2009 s'est terminée par l'échec de la conférence de Copenhague sur le climat qui n'a abouti à aucun traité international alors que les places financières retrouvaient les sommets d'avant les débuts de la crise.

Tout au plus est-il sorti, in extremis, de cette conférence une simple déclaration d'intention, mais sans objectifs chiffrés, sans échéances, sans véritable obligation pour les États à réduire d'une façon significative leurs émissions de gaz à effet de serre... donc en clair juste une série de vœux pieux sans aucun véritable engagement.

Au-delà du fait de savoir si c'est l'intransigeance des États-Unis, le manque de décision de l'Europe, les exigences de la Chine qui sont responsables de cet échec cuisant au regard des beaux discours sur les « enjeux historiques de sauvetage de la planète », ce sont bien les représentants des classes dominantes, et donc finalement l'ensemble de ce système fondé sur l'économie de marché et la concurrence qui ont montré là, à travers un grand show médiatique, leur incapacité à tenir compte des cris d'alarmes des scientifiques.

Et c'est d'ailleurs tout le paradoxe de la situation au sortir de cette conférence et à l'entrée dans cette nouvelle année 2010. La campagne très officielle sur les causes de la crise climatique faite pendant la préparation de Copenhague, relayée par tous les États, les milieux scientifiques, les médias bien au-delà de ce que toutes les forces militantes associatives, syndicales, politiques auraient pu faire, a contribué comme jamais à renforcer la prise de conscience internationale de l'ampleur d'une menace face à laquelle il ne peut y avoir de réponses qu'à l'échelle de la planète. L'échec du sommet de Copenhague vient, dans le même temps, montrer à quel point le capitalisme est responsable de cette situation mais aussi à quel point ses dirigeants sont bien trop soucieux de la défense des intérêts de leurs propres industriels et financiers pour être capables de mettre en application les solutions les plus timides de leurs propres experts.

Comme l'a souligné non sans ironie Chavez, président du Venezuela, à la tribune de la conférence : « *Si le climat avait été une banque capitaliste, une des plus grandes, il y a belle lurette que les gouvernements riches l'auraient sauvé.* »

Cette incapacité des dirigeants de ce monde à proposer de véritables solutions à la crise climatique est fondamentalement due au fait que le capitalisme ne connaît comme moteur que le profit à court terme et la concurrence comme aiguillon. En réalité, et cela apparaît de plus en plus clairement, la crise climatique n'a servi depuis une dizaine d'années que de prétexte hypocrite aux industriels, aux financiers pour ouvrir de nouveaux marchés, de nouvelles possibilités de spéculer, avec la seule préoccupation de tenter le sauvetage de leur système en faillite. Derrière les grandes déclarations sur l'environnement, la réalité est tout autre : marchandisation de la nature, accaparement de terres, nouvelle bulle spéculative autour du marché du carbone, du droit à polluer. Ces soi-disant solutions écologiques n'ont fait qu'aggraver la situation tant pour l'environnement que pour les peuples, mais par contre elles ont permis de créer de nouvelles sources de profits.

Le décalage entre les beaux discours sur la préservation de la planète et de ses ressources, sur le développement durable,

Débat révolutionnaire est animé par des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : dr@npa-debatrevolutionnaire.org

sur les solutions « vertes », écologiques, et les sordides tractations économiques dont Copenhague a été un théâtre est choquant mais n'est jamais que le reflet de la réalité de ce qu'est le capitalisme et des intérêts que défendent les dirigeants des plus grandes puissances... « *C'est un bras d'honneur à la conscience citoyenne* » comme l'a déclaré Nicolas Hulot.

Face à l'incurie des dirigeants des grandes puissances, le président de la Bolivie Evo Morales a fait la proposition d'un tribunal de justice climatique voire d'un référendum mondial sur le climat... Mais peut-on attendre quoi que ce soit des dirigeants de cette société ? C'est avant tout par leur lutte et leur mobilisation que les peuples pourront s'emparer de la question pour imposer le respect de l'intérêt du plus grand nombre et de la planète contre ceux d'une minorité. Car la mise en œuvre de véritables solutions face à la crise climatique implique une planification mondiale et démocratique de l'économie, qui ne peut reposer que sur le contrôle par la population de la marche même de la société et de son économie, c'est-à-dire sur une véritable démocratie.

Le sommet de Copenhague a conclu l'année 2009 en révélant au grand jour la profondeur de la faillite globale du système. Après la crise financière, et la cynique politique de sauvetage des banques grâce à l'argent public dévoyé, les dirigeants de ce monde étalent au grand jour leur aveuglement et leur impuissance. 2009 marque un basculement, une étape importante dans l'évolution des consciences. Jamais les mensonges des représentants politiques des classes dominantes ne se sont affichés avec autant d'aplomb, de cynisme contre l'opinion mondiale. La faillite du système associé au cynisme des Etats volant au secours des responsables comme leur impuissance à répondre aux problèmes fondamentaux accélèrent la prise de conscience de l'urgence pour les peuples à prendre les choses en main.

2010 pourrait bien marquer le début d'un renversement de situation, car c'est bien cette prise de conscience internationale qui prépare le terrain pour que se développe à une échelle sans précédent une véritable conscience internationaliste, la conscience de l'urgence d'une transformation révolutionnaire de la société face à la crise économique, sociale, écologique, la conscience de l'urgence du socialisme.

C'est à cette perspective, à ce combat que vont tous nos vœux...

Bruno Bajou

[Au sommaire](#)

Prendre la mesure des bouleversements en cours...

"*Le grand tournant ?*" titre l'édition 2010 de *L'état du monde*. *Les Echos* qualifient 2009 d'« *année de la grande falaise... de la chute vertigineuse* ». *Le Nouvel Observateur* s'interroge sur cette première décennie du 21^{ème} siècle : « *Et si, depuis 2000, le monde n'était jamais sorti de la crise ?* ». L'ampleur de la crise économique inquiète, déstabilise, oblige à s'interroger sur l'ampleur des bouleversements en cours et leurs conséquences.

Le monde vit, en effet, un tournant. Vingt ans après la chute du Mur de Berlin, puis de l'effondrement de l'URSS, il est patent que les classes dominantes sont confrontées à une crise politique. Elles avaient été euphoriques de 1989 à 2001, promettant la "*fin de l'histoire*", un avenir de prospérité, de paix et de démocratie... Elles se retrouvent aujourd'hui, après vingt ans d'offensive contre les travailleurs et les peuples, face aux conséquences d'une décennie d'échecs, une succession de bouleversements profonds qui mettent à nu leur incapacité à régler les désastres provoqués par leur politique.

Ces transformations ouvrent une nouvelle période d'évolution des consciences et d'intervention du monde du travail pour ses droits, c'est-à-dire une nouvelle période de luttes sociales et politiques, posant la question de la transformation révolutionnaire de la société. Elles créent les conditions pour qu'émergent de nouveaux partis révolutionnaires de masse. Prendre la mesure de ces bouleversements, de leurs implications, c'est tenter de définir le cadre nouveau dans lequel s'inscrit notre travail, nos propres perspectives pour contribuer à trouver les réponses politiques à la situation.

Crises, désastres écologiques, guerres : le capitalisme mis à nu

Le tournant actuel est l'aboutissement de vingt ans de libéralisme impérialiste qui a déstabilisé jusqu'aux classes dominantes qui l'ont mis en œuvre. Le capital est dans l'incertitude. La fuite en avant financière et militaire a aggravé toutes les tensions et contradictions qui se nouent depuis la chute du Mur, débouchant sur une crise économique généralisée, et accroissant le discrédit politique dont les dirigeants du monde ont toutes les peines à s'extraire, y compris maintenant Obama, malgré tout ce que son élection a suscité comme espoir et illusions. Leur fuite en avant, dans tous les domaines, économique, militaire, écologique, n'a fait qu'aggraver le mal, quand ils prétendaient trouver des remèdes.

Sur le plan économique, la crise est devenue chronique. L'euphorie spéculative de la fin du 20^{ème} siècle, malgré l'alerte du krach en Asie de 1997, a débouché sur un premier effondrement en 2001, avec la faillite de la "bulle internet", qui s'est généralisée au terme de la décennie suivante en crise économique globale et mondialisée, dont les travailleurs et les

peuples paient le prix fort : chômage, misère, malnutrition. L'intervention des États est non seulement impuissante à inverser la tendance, mais elle apparaît clairement comme alimentant les conditions mêmes d'une crise permanente, en redonnant de l'argent à la finance.

C'est exactement la même logique qui s'applique pour la crise environnementale, indissociable de la crise globale du capitalisme, son expression la plus achevée. Douze ans après les accords minima de Kyoto (1997) sur la réduction d'émission des gaz à effet de serre, les dirigeants de la planète ont été incapables d'aboutir à quoi que ce soit à Copenhague. Sur ce terrain aussi, leur intervention montre qu'elle aggrave le mal, tant ils sont impuissants à réfréner leur propre classe qui exploite la nature comme les travailleurs, pour son seul profit.

Sur le plan international, les USA triomphants de la fin de la "guerre froide" qui s'étaient engagés dans les guerres dites "pour la démocratie", comme la première guerre contre l'Irak en 1991, ont enregistré une succession d'échecs, dont les attentats du 11 septembre 2001 ont été le point de basculement. La « *guerre sans limite* » et la politique du « *chaos constructeur* » de Bush qui ont suivi se sont révélées d'une logique intenable, avec laquelle Obama prétend rompre mais pour mieux en assurer la continuité. La nouvelle auréole du prix Nobel de la Paix pâlit bien vite. Elle cache mal que le militarisme américain, et avec lui les autres impérialismes, avec le faux retrait d'Irak et la vraie fuite en avant de la "guerre juste" en Afghanistan, restent dans la logique de la lutte contre le terrorisme international, "la guerre des civilisations", le fantasme de l'ennemi invisible et omniprésent... échappant sans cesse aux plus puissants services de renseignements. Cette décennie de crise a exacerbé les tensions internationales. Elle rend plus violente encore la concurrence entre nations, entre multinationales, aggrave l'exploitation des classes populaires, déstabilise les États qui recourent de plus en plus à la force militaire à l'extérieur, et à des attaques contre les droits démocratiques à l'intérieur.

Cette instabilité mondiale croissante, combinée à l'affaiblissement de l'hégémonie des USA, remet en cause la légitimité de la bourgeoisie à diriger le monde, affaiblit profondément sa capacité à faire croire que ses intérêts sont ceux de tous et qu'il n'y a pas d'autre système possible. Quel retournement, vingt ans après son apparent triomphe historique contre les derniers avatars de la dégénérescence de la révolution d'Octobre 1917 !

Inscrire notre politique dans les bouleversements en cours

Ce basculement fait tomber les masques et suscite la révolte des classes populaires et de la jeunesse du monde entier. Déjà en février 2003, la mondialisation de l'opinion s'était manifestée contre la deuxième guerre en Irak. Elle est en train de s'élargir à une compréhension globale contre le système capitaliste, une nouvelle conscience qui crée les conditions de l'émergence de nouveaux partis révolutionnaires.

D'autant plus que les transformations des deux dernières décennies ont élargi les forces de la révolution. La mondialisation est aussi celle de la classe ouvrière, en Chine, Inde, Brésil, Iran, en Afrique... C'est aussi un élargissement aux différentes couches du salariat menacées par la crise, à la paysannerie des pays pauvres arrachée aux campagnes, à la jeunesse étudiante précarisée. Les transformations des conditions d'existence, sous les coups des crises économiques, écologiques et politiques, sont en train de développer les ruptures avec l'ordre et l'idéologie bourgeois. La vie quotidienne et l'exploitation forgent une nouvelle conscience à travers des maturations qui ne s'observent pas pour l'instant par une montée massive et générale des luttes, mais qui pointent quand même sur le terrain de la lutte des classes, par une succession de conflits pour les droits sociaux et démocratiques, depuis la Palestine au début de la décennie avec la 2^{ème} intifada, jusqu'aux dernières mobilisations en Iran, Guadeloupe, Grèce, dans les pays dominés comme dans les puissances impérialistes elles-mêmes.

Ces évolutions sociales et politiques sont le terreau où germent les idées qui contestent le capitalisme, l'exigence d'une autre répartition des richesses, le refus de payer la crise. Elles portent en germe les questions du contrôle de la société par les travailleurs et les classes populaires, d'un pouvoir démocratique, d'un socialisme démocratique et révolutionnaire, de l'internationalisme. Ces questions nous renvoient de fait aux sources du mouvement ouvrier, quand il osait postuler à "l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes".

S'inscrire dans cette évolution, c'est aider à formuler les réponses à la crise de la bourgeoisie qui n'arrive pas à faire croire à la reprise, car il n'y aura pas de reprise pour les peuples. Les contradictions du capitalisme sont devenues bien trop profondes, entre d'un côté des capacités techniques qui contredisent la propriété privée, une mondialisation et une socialisation de la production jamais atteintes, et d'un autre côté une appropriation privée plus parasitaire que jamais, insupportable, et une internationalisation du capital qui s'appuie sur le militarisme des états nationaux.

C'est dans la recherche des réponses, des issues à ces contradictions que le NPA s'inscrit, et, en son sein, les camarades qui animent *Débat révolutionnaire*, pour apporter leur contribution militante à ce processus.

Né au sein de Lutte ouvrière au cours du tournant de l'année 1995 qui avait combiné remontée des luttes, ruptures avec la gauche de gouvernement, et bond en avant de la gauche révolutionnaire, notre courant s'était manifesté par sa recherche des réponses à cette nouvelle situation, critiquant en pratique le sectarisme de la direction de Lutte ouvrière, son fonctionnement d'un centralisme caricatural, son rejet du débat, qui la rendaient incapable de se transformer pour répondre aux nouveaux besoins. C'était l'ensemble du mouvement révolutionnaire qui était englué dans ses divisions,

son sectarisme. Nous formulions alors la perspective de l'unité des révolutionnaires, pour répondre aux besoins de la nouvelle période qui s'ouvrait, politique qui aboutit à la fusion-intégration avec la LCR. Notre projet politique était de participer à sa transformation pour construire un nouveau parti des travailleurs, projet qui a débouché sur la fondation du NPA.

Aujourd'hui, le basculement du monde repose les mêmes questions mais à un niveau supérieur, avec de nouvelles possibilités mais aussi de nouvelles difficultés à surmonter pour enrayer le recul, trouver des réponses pour aider la classe ouvrière à construire son unité et son indépendance de classe. Au cours de ses luttes, elle est confrontée à chaque étape à de nouveaux problèmes qu'elle ne peut résoudre qu'en s'émancipant de la politique des directions des vieilles organisations du mouvement ouvrier, héritières du réformisme des « trente glorieuses », qui sont autant d'obstacles à la radicalisation de la lutte des classes. Il s'agit pour nous d'aider à formuler des réponses sur le terrain des luttes sociales et politiques en les reliant à travers une critique globale du système et de la politique des classes dominantes.

La fondation du NPA au cours même de ce processus peut bouleverser la donne, en offrant un cadre militant et une perspective politique à toutes celles et ceux qui veulent se donner les moyens de s'opposer à la crise. Cela implique qu'il se donne l'objectif de se transformer en parti de la lutte des classes et de la révolution, ouverts aux militants révolutionnaires, anticapitalistes, aux travailleurs et aux jeunes générations s'engageant dans le combat politique.

A travers les débats sur la question des élections régionales et de la politique unitaire, ce sont des questions déterminantes pour un tel parti qui sont en balance : le rapport avec les institutions, le lien entre le projet de transformation de la société et les revendications immédiates, le programme électoral. Ces problèmes ne peuvent se satisfaire de formules écrites par avance, ils nous renvoient à notre capacité collective de définir une politique qui fasse le lien entre les besoins, les exigences des classes populaires et notre projet socialiste et révolutionnaire.

Formuler ces réponses ne relève pas de la vieille croyance de l'extrême gauche en une bonne direction et un bon programme, de bonnes références historiques... A l'opposé de cette vision par en haut, cela signifie inscrire son action pratique dans la lutte de classe, pour que le parti, enraciné dans le monde du travail, puisse élaborer sa politique par un processus collectif, à tous les niveaux d'activité ou d'organisation, dans les comités comme dans toutes les instances. Ce processus de démocratie révolutionnaire participe de la prise de conscience par les classes exploitées d'agir par et pour elles-mêmes. Il la prépare et l'anticipe.

Face au populisme de Sarkozy d'autant plus agressif qu'il est mis à nu, les travailleurs et les classes populaires ne peuvent compter que sur leurs propres ressources pour répondre aux agressions et provocations que sont la propagande sur l'identité nationale, la burqa, l'hypocrisie des vœux du président pour habiller de "fraternité" les mauvais coups qui se multiplient.

Le parti que nous construisons trouve force et richesse dans les ressources du monde du travail, il ne se décrète pas par en haut mais participe d'un processus de révolution permanente, la démocratie révolutionnaire à l'œuvre... Les camarades qui animent *Débat révolutionnaire* n'ont d'autre ambition que d'y prendre leur place, d'y apporter leur contribution pour que s'affirme une orientation pleinement indépendante des illusions antilibérales.

L'année qui commence sera riche de nouveaux bouleversements donnant à nos idées un contenu pratique, dynamique, concret. Nos vœux les plus chers vont à notre réussite collective.

François Minvielle

[Au sommaire](#)

LO, le NPA et la construction d'un parti des travailleurs

Le dernier congrès de LO s'est déroulé les 5 et 6 décembre 2009, un an après celui qui a voté l'exclusion des camarades de la Fraction. Les trois rapports soumis aux votes (*La crise mondiale de l'économie capitaliste*, *La situation internationale*, *La situation intérieure* [1]), la décision de LO de présenter ses propres listes aux régionales et la politique de la direction sortante ont été approuvés à l'unanimité...

Dans ses trois rapports, la direction de LO prend acte des évolutions entraînées à tous les niveaux de la société, à l'échelle mondiale comme intérieure, par trente années de mondialisation libérale et impérialiste (sans en prononcer le nom). A travers ses analyses, elle décrit, tout en se gardant bien de le formuler, la nouvelle période qui s'est ouverte, une nouvelle phase d'expansion du capitalisme international qui a entraîné des transformations profondes dans les rapports économiques et politiques et qui débouche sur une crise majeure.

Une nouvelle période qui ouvre de nouvelles perspectives et exige une nouvelle politique de la part des militants révolutionnaires... Un pas qui reste à franchir pour LO qui a choisi de poursuivre sa marche solitaire. Malgré cela, elle est bien obligée d'ébaucher des réponses aux questionnements des militants et de ses proches sur le NPA, sur les voies

et les moyens de construire un parti des travailleurs, un parti pour la transformation révolutionnaire de la société. De façon quelque peu abrupte il faut dire !

Pour LO, le NPA est une « *organisation plus ou moins d'extrême gauche* »..., dont la politique s'inscrirait en continuité de celle menée « *depuis plus d'un demi-siècle par l'extrême gauche petite bourgeoise* »..., qui « *loucherait sur un accord avec le PG et le PCF* » pour les régionales..., qui serait un rassemblement gommant « *les différences entre communistes, socialistes, anarchistes ou écologistes* », ce qui le rendrait en définitive incapable « *de défendre la perspective politique de la prise en main des destinées de la société, à l'échelle mondiale, par le prolétariat* »... Ni plus ni moins ! Une incapacité dont LO, qui se considère comme portant la seule alternative politique véritable pour le prolétariat, auto-labellisée « *communiste révolutionnaire* », « *trotskyiste* », croit certainement se protéger en concluant son rapport sur la situation intérieure ainsi : « *Il nous faut donc, en même temps que nous poursuivons notre travail de renforcement de notre implantation dans les entreprises, recruter et former des militants. Et le mot former est aussi important que le mot recruter. Il nous faut former des militants décidés à lier leur sort à celui de la classe ouvrière, quelles que soient les circonstances, convaincus que la classe des travailleurs reste la seule qui puisse ouvrir un autre avenir à l'humanité. Des militants cultivés, ayant assimilé toutes les leçons que l'on peut tirer de près de deux siècles d'histoire du mouvement ouvrier.*

Nous ne construirons certainement pas le parti révolutionnaire par la méthode du un, plus un, plus un. Mais, dans des circonstances favorables, le parti peut de construire vite, « à la vitesse de l'éclair » disait Trotsky, pour peu qu'existe un noyau cohérent de militants compétents. C'est ce noyau qu'il nous faut construire ».

Invoquer Trotsky pour tenter de donner une crédibilité à la stratégie de recrutement au « bouton de veste » à laquelle LO dit elle-même vouloir se limiter ne suffit malheureusement pas à donner une cohérence politique à ce qui n'est en fait... qu'un manque de politique. Le noyau dont parle LO, c'est-à-dire le parti, même à l'état embryonnaire, ne peut se construire sans une compréhension globale, clairement formulée, de la situation dans laquelle il agit, et sans une politique, c'est-à-dire une participation active, directe, ouverte, aux débats et aux luttes qui traversent l'ensemble de la société. Penser qu'il suffit de produire des analyses, de recruter, de former théoriquement des militants en vase clos, n'a pas de sens. Ce n'est même pas ce que fait en réalité LO mais ce raisonnement, sans grand lien avec les leçons que l'on peut tirer de l'histoire, sert à justifier un comportement sectaire et antidémocratique d'une direction qui n'a aucune confiance en elle.

Cette attitude se heurte en permanence à ses propres contradictions. A la question du programme à mettre en avant face à la crise mondialisée, LO répond en affirmant l'actualité du *Programme de transition* écrit en 1938 par Trotsky comme programme de la IV^{ème} internationale. Penser qu'un texte écrit il y a plus de soixante dix ans peut constituer le programme des révolutionnaires d'aujourd'hui relève d'une conception étrange du marxisme. Trotsky écrivait pour son temps, dans un contexte donné, pour répondre à une situation concrète. Pas des « vérités éternelles » ! Par contre, ce qui est toujours d'actualité dans le *Programme de transition* - en plus de certains mots d'ordres comme celui de l'interdiction des licenciements ou du contrôle du système financier que LO met en avant dans son rapport et que nous avons eu l'occasion de développer à plusieurs reprises -, c'est la démarche elle-même, la *démarche transitoire* exposée et mise en œuvre par Trotsky, produit d'une expérience militante qui ne s'était certes pas constituée en vase clos !

C'est en nous appropriant cette démarche, en la confrontant à la vie réelle, que nous pourrions écrire un *programme de transition* pour aujourd'hui. Un programme qui devra prendre obligatoirement en compte certaines de ces « *revendications sociétales* » que LO écarte d'un revers de main au prétexte qu'elles masqueraient la seule véritable préoccupation qui vaudrait, selon elle, du point de vue de la révolution : celle des aspects sociaux.

En particulier la crise écologique dont LO ne dit pas un mot. Pourtant, personne ne peut nier que les méfaits cumulés de l'expansion capitaliste sur l'environnement font que la situation écologique devient une véritable menace pour l'ensemble de l'humanité. La quantité se transforme en qualité... La situation écologique exige des réponses que la bourgeoisie est bien incapable d'apporter, et les réponses réellement « durables » ne peuvent venir, nous en sommes bien d'accord, que d'une révolution sociale. Mais alors il n'y a pas d'autre solution que de les prendre en compte, à leur juste place, dans notre programme pour la révolution... [2]

Autre aspect du débat, la question des élections : LO a décidé de constituer ses propres listes, expliquant que, « *pour les révolutionnaires que nous sommes, le seul intérêt de participer à ces élections (mais il n'est pas mince, et c'est pour cela que nous devons y être présents), c'est de profiter de la petite tribune qui nous sera ainsi ouverte pour défendre devant tous les travailleurs notre programme, la nécessité pour la classe ouvrière, si elle veut cesser de supporter tout le poids de la crise, d'imposer son contrôle sur l'économie* ». Notons au passage l'oubli surprenant de l'intérêt pour le parti et la population laborieuse d'avoir des élus révolutionnaires... à condition, bien sûr, qu'ils gardent toute leur indépendance vis-à-vis des majorités en place pour être d'authentiques porte-parole des classes populaires...

LO oppose son choix à celui du NPA, dont elle décrit ainsi la politique unitaire : il « *louchait sur un accord avec le Parti de Gauche et le PCF... se prononçait pour l'unité, mais pas avec le PS avec lequel il ne serait prêt, au second tour, qu'à des fusions techniques excluant tout soutien au futur exécutif...* »... Mot d'ordre de fusion technique qui est liquidé d'une phrase : « *Comme si le PS pouvait sérieusement concéder des sièges à une formation qui ne le soutiendrait pas* ». Il est vrai que LO avait contourné cette difficulté aux dernières municipales en constituant dans certaines villes et dès le premier tour, des listes communes avec le PS...

La façon dont LO décrit notre politique unitaire montre surtout son refus de discuter puisque, invitée aux réunions unitaires, elle n'est venue qu'une fois ! Là encore, il s'agit plus d'une justification que d'une discussion. Certes, nous ne nierons pas que la démarche du NPA ait pu manquer de clarté, mais ces faiblesses ne l'invalident nullement.

Loin de « *loucher sur un accord* » sans principe en vue d'une « unité » mythique, il s'agissait de profiter de cette pré-campagne, à travers les discussions sur la constitution éventuelle de listes communes avec le PG, le PCF et quelques autres, pour tenter de constituer un front de ceux qui disaient vouloir s'opposer aux « *effets dévastateurs* » de la crise. Un front qui aurait pu, à travers la tribune que constituent les élections, contribuer à aider à la convergence des luttes qui se développaient au début de ces discussions. Un front autour d'un programme de défense des travailleurs non pas tiré de nos lectures, mais ancré dans les débats d'aujourd'hui.

La bataille pour un tel programme de classe ne pouvait bien évidemment avoir de sens qu'assorti d'une condition : l'engagement préalable à ne pas participer aux exécutifs aux ordres du PS. Autrement dit à ne pas aller soutenir, après avoir été élu, une politique en totale contradiction de classe avec celle défendue au cours de la campagne. Il n'y a rien de bizarre à cela, pas plus que dans notre exigence de refuser toute fusion politique avec le PS et de militer pour des fusions techniques, ce qui relève de la même logique. Quant au fait que le PS ne soit pas à priori favorable à de tels accords de fusion technique, on se demande bien en quoi cela pourrait justifier que l'on y renonce si on les pense justes...

Certes, la démarche unitaire que nous avons choisie n'a pas été un long fleuve tranquille, et elle n'a pas abouti sauf, probablement, dans quelques cas isolés où les accords sont pour le moins contestables. Nous avons certainement manqué, à tous les niveaux de l'organisation, y compris de sa direction, de la rigueur nécessaire dans la conduite des débats avec nos partenaires. Mais ces difficultés, dont il n'est pas question de minimiser l'importance, étaient, de fait, un passage obligé pour un parti qui ne peut se construire qu'à travers ses expériences collectives, ses confrontations avec la réalité, avec les préoccupations du monde du travail, mais aussi avec ses propres limites organisationnelles et théoriques. C'est-à-dire en faisant de la politique. Aucun parti ne peut se construire autrement, même « *à la vitesse de l'éclair* » ! Le mythe d'un parti né armé de pied en cap, à la direction infaillible, appartient à un passé que nous avons combattu, contre lequel le courant trotskyste s'est construit.

La politique menée par le NPA depuis qu'il existe peut certainement faire l'objet de nombreuses critiques. Mais elle a le grand mérite d'oser tenter de répondre aux nouvelles exigences de la situation économique, sociale, politique, aux besoins des travailleurs en regroupant des militants d'origine diverses autour de principes fondateurs partagés. Malgré les difficultés, le processus continue, s'approfondit, connaît une nouvelle étape de clarification, de nouveaux débats...

Bien sûr, le NPA a besoin de poursuivre son implantation dans les entreprises. Il a besoin de recruter et de former ses militants, de s'appropriier les idées, la méthode du marxisme révolutionnaire, les enseignements vivants du trotskysme. Tout cela ne peut s'accomplir, avoir des chances d'aboutir, qu'à travers les débats d'idées se menant ouvertement, s'adressant largement à l'ensemble des travailleurs. Invoquer une orthodoxie mythique masque une dérobade devant les responsabilités des révolutionnaires, une crainte de la démocratie.

Et c'est dans l'expérience collective, à travers aussi la vivacité des débats, que prendront chair les armes dont nous avons besoin pour nos luttes, que se constitueront les noyaux militants, que se qualifiera et se sélectionnera une direction, que se discuteront et se formuleront les revendications transitoires, que se construira le parti. Car le parti dont le monde du travail a besoin est un parti démocratique, vivant, dynamique, un parti pour faire vivre la démocratie sans laquelle il ne peut y avoir d'intervention des travailleurs. Une perspective riche et humaine, à laquelle nous ne pouvons qu'inciter les camarades de LO à se joindre.

Daniel Minvielle

[1] : à lire dans le numéro 124 de décembre de la revue mensuelle *Lutte de Classe* (<http://www.lutte-ouvriere.org/documents/archives/la-revue-lutte-de-classe/serie-actuelle-1993/article/la-crise-mondiale-de-l-economie>)

[2] : Plusieurs articles concernant l'écologie ont été publiés dans *Débat révolutionnaire*. Lire en particulier : *Intégrer la question de l'écologie dans le programme socialiste*, dans le numéro 10 du 24 juillet 2009 (<http://www.npa-debatrevolutionnaire.org/lettre/dr10-a4>).

Lire également dans *Inprecor* n°555 de novembre une contribution de Bruno Bajou au débat de préparation du prochain congrès de la IV^{ème} Internationale : *A propos du rapport sur le changement climatique de Daniel Tanuro* (<http://orta.dynalias.org/inprecor/~195525273361bca18b7763df~/article-inprecor?id=814>)

[Au sommaire](#)